

## Quatre ans après le début de la crise au Burundi

Deutsche Welle, 26.04.2019 Quatre ans après, le début de la crise politique, rien n'a changé dans le pays et l'opposition dénonce une dégradation des libertés publiques tandis que le pouvoir parle pour sa part d'une situation apaisée. 26 avril 2015 - 26 avril 2019, cela fait quatre ans jour pour jour que les manifestations anti-troisième mandat du président Pierre Nkurunziza ont été lancées.

Quatre ans après, la situation n'a pas évolué selon Arcade Habiyambere, secrétaire général et porte-parole du parti naissant, le Front Populaire National Imboneza. Celui-ci se dit inquiet de la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays. La crise persiste toujours, poursuit-il. "Ceux qui ont causé les dégâts en 2015 sont toujours là, ceux qui ont déclenché la dissolution au sein des Burundais sont ceux-là même qui sont au pouvoir. Nous voyons même sur terrain des gens qui sont persécutés parce qu'ils ne sont pas membres du CNDD-FDD ! Il y a encore des gens qui fuient le pays parce qu'ils sont de l'opposition. Tout cela nous montre que la situation n'a pas évolué." Dialogue en suspens Le dialogue politique reste en suspens, le dénouement de la crise n'est pas atteint alors que les échéances électorales de 2020 s'approchent. Ce sont là les inquiétudes de Banzawitonde, président du parti Alliance pour la paix, la démocratie et la réconciliation. "Ce qui ne va pas, c'est toujours la politique, il faut qu'il y ait un dialogue. Il faut que les politiciens se mettent ensemble pour dialoguer sur comment bien conduire le processus électoral de 2020." Dans sa déclaration lue à la presse jeudi 25 avril, le parti présidentiel a salué l'acte de franchise, quatre ans après l'éclatement de la crise avec les manifestations anti-troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Tout va bien selon Bujumbura Selon le gouvernement, certains réfugiés politiques sont revenus et si de nombreux autres restent encore, le pouvoir les invite à rentrer au pays. C'est ce qu'estime Evariste Ndayishimiye, le secrétaire général du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. "Le parti CNDD-FDD salue l'acte de franchise dans la consolidation de la paix et la sécurité, apprécie positivement la cohabitation pacifique entre les hommes et femmes politiques ainsi que leurs militants, dans leur diversité. Le CNDD-FDD salue la décision de certains politiciens de rentrer au pays et lance un appel à ceux qui restent encore de regagner le bercail." Le pays est depuis trois ans sous le coup de la suspension de l'aide directe au développement par l'Union européenne. Mais les préparatifs pour les élections générales prévues pour l'an prochain se dérouleraient normalement, selon le gouvernement. Ce qui est tout de même l'opposition.